Editorial

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4653>

DOI : 10.4000/rea.4653

ISBN : 978-2-8218-0826-3

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 28 avril 2014

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Editorial », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 112 | avril 2014, mis en ligne le 16 mai 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4653> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.4653>

1-2

Or c'est précisément sur ce point que le programme de réforme, tel qu'il a été initialement annoncé par le Premier ministre dans sa déclaration gouvernementale du 8 avril, présente pour l'instant une incertitude financière majeure. En effet, les quelque 58 milliards € d'allègements de charges sociales et fiscales consentis d'ici 2017 au profit des entreprises et des salariés les plus modestes ne sont tout au plus financés, dans l'état actuel du projet, que par l'enveloppe de 50 milliards € de réduction des dépenses à laquelle la France s'est engagée vis-à-vis de l'UE à procéder sur la même période. De plus, les contours de ce programme d'économies ne sont pour l'instant définis qu'à hauteur de 39 milliards € et devront être précisés d'ici la fin avril dans le programme de stabilité que le gouvernement français devra adresser à Bruxelles. Mais avec cette impasse potentielle de quelque 19 milliards €, il apparaît d'ores et déjà comme certain que l'engagement de réduction du déficit public à 3 % du PIB pour lequel la France avait

déjà obtenu un report à 2015 ne pourra pas être tenu, et qu'elle devra impérativement solliciter un nouveau report de deux ans.

Pour courageux qu'il soit, le programme du gouvernement Valls relève ainsi d'un double pari politique, tant au plan externe qu'au plan interne. Au plan externe, la nouvelle impasse financière à laquelle le gouvernement se trouve confronté au regard des règles communautaires met la France en position délicate, à la fois vis-à-vis de ses principaux partenaires, au premier rang desquels l'Allemagne, et vis-à-vis des instances européennes.

Face à l'Allemagne, la France a pris le soin de jouer cartes sur table en informant son partenaire des orientations de son projet de réforme et de ses contraintes, ce qui, mieux que de solliciter un soutien politique explicite, a permis de s'assurer de sa compréhension et de son assentiment bienveillants. En dépit d'un accueil a priori plus réservé des instances communautaires, il apparaît plus que probable que la France se verra accorder un nouveau sursis pour satisfaire aux obligations du Pacte de stabilité dès lors qu'elle s'engagera dans une politique de réformes effective et conséquente. Elle n'en sera pas moins exposée à des contraintes renforcées, voire conduite à accepter l'inflexion de certains de ses choix ou le renforcement de ses objectifs, notamment en matière de protection sociale ou de réforme de marché du travail.

Autant de domaines où Manuel Valls, soucieux d'obtenir un vote de confiance de sa majorité divisée, et dans l'attente d'avoir consulté des partenaires sociaux en majorité réticents, ne s'est pas encore avancé et devra surmonter de fortes résistances dans son propre camp.

Au plan politique interne, la contrainte financière impérative du Pacte européen de stabilité devrait constituer un argument de poids pour parvenir à réduire substantiellement une dépense publique et sociale excessive qui, avec 56 % du PIB, figure parmi les plus élevées d'Europe et présente des gisements importants d'économies. Elle incitera à amorcer des réformes de structures pour l'instant encore à peine esquissées, à la fois dans les administrations publiques et la gestion des régimes sociaux qui jusqu'alors, faute d'impulsions politiques suffisantes, sont restés assez largement réfractaires à la modernisation.

La « contrainte européenne » sera sans doute un puissant catalyseur. Mais elle risque, de ce fait même, de comporter de réelles ambiguïtés en termes de responsabilité politique entre l'échelon communautaire et l'échelon politique

national, à la fois dans l'ampleur des réformes à entreprendre et des conditions de leur mise en œuvre. Il sera par exemple tentant et commode, pour les responsables politiques français, d'imputer telle réforme ou tel arbitrage impopulaires à la pression des instances communautaires. Cette instrumentalisation de la contrainte européenne est certes une stratégie éprouvée de la classe politique française pour promouvoir les changements domestiques devenus incontournables. A ceci près qu'elle risque d'exacerber dangereusement un euroscepticisme qui atteint des niveaux inquiétants dans l'opinion.

Par rapport à ses voisins, la France a pris du retard dans la modernisation de son secteur public et de son système de régulation économique et sociale. Elle en paie maintenant le prix fort en termes de compétitivité, d'emploi, de protection sociale et de niveau de vie, et doit maintenant procéder à une adaptation accélérée de son modèle. Dans ses déficits démocratiques, l'Europe a certes perdu en attractivité et en légitimité aux yeux des citoyens. Elle n'en offre pas moins le seul cadre opératoire dans lequel la France, pour peu qu'elle en accepte les règles, peut conduire sa mutation et inscrire son développement dans le monde de demain. Elle est en outre attendue par ses partenaires auprès desquels elle dispose d'un capital de confiance et d'un soutien largement partagés.

Le sursis qui nous sera accordé sera exigeant, il sera sans doute aussi celui d'une dernière chance qu'il conviendra de ne pas laisser passer.

René Lasserre, le 10 avril 2014